

Bruxelles, 18 septembre 2003

## Intervention de Pat COX lors de la "Conférence sur l'opinion publique européenne et les élections européennes de 2004"

Je voudrais pour commencer vous souhaiter à tous la bienvenue au Parlement européen. Je suis particulièrement heureux de pouvoir accueillir aujourd'hui cette conférence et d'y voir participer en grand nombre de représentants des milieux universitaires, des médias, diplomatiques et politiques. Il est courant d'ouvrir une conférence en soulignant qu'elle intervient à point nommé. Pardonnez-moi de sacrifier à ce cliché, mais je pense réellement que la présente manifestation ne pouvait mieux tomber. L'année prochaine, entre le 10 et le 13 juin, le vieux continent tout entier vivra un événement sans précédent. Les élections au Parlement européen se dérouleront de la côte atlantique de ma circonscription irlandaise de Munster aux frontières orientales des pays baltes. Il s'agira d'un événement unique, sans précédent, par son ampleur et sa diversité, qui nous offrira à tous l'occasion de nous exprimer démocratiquement et d'élire pour cinq ans ceux qui seront appelés à s'occuper de la nouvelle Europe, la "grande Europe" de dimension continentale.

Dans quinze jours, à savoir le 4 octobre, s'ouvrira à Rome la Conférence intergouvernementale (CIG) qui se penchera sur le projet de traité constitutionnel. Le Parlement européen adoptera formellement une résolution, avant ce Sommet, la semaine prochaine à Strasbourg. Il apparaît cependant d'ores et déjà qu'une nette majorité de députés salue le travail accompli par la Convention et se félicite des arbitrages qu'elle a livrés dans le projet de traité. Cette majorité souhaiterait que les travaux de la CIG soient menés à bien rapidement. Je n'ai pas l'intention de m'étendre sur la Convention. Je ne m'attarderai que sur un point particulier. Quelle soit menée à terme à la fin de la présidence italienne ou durant la présidence irlandaise qui succédera à celle-ci, je pense qu'il est éminemment souhaitable que son résultat, à savoir le traité constitutionnel, soit prêt en temps utile pour les prochaines élections européennes. Non pas parce que ces élections constituent le processus de ratification - celui-ci prendra la forme de référendums ou obéira aux traditions constitutionnelles de la démocratie représentative, selon le choix des États membres. Quel que soit le mode de ratification retenu par les États membres, ces élections offriront l'occasion de mener un débat sur les éléments du traité constitutionnel ainsi que sur la dynamique et les plates-formes qu'il peut offrir à la communauté politique européenne dans son évolution.

Si l'on s'en tient à ces deux aspects concomitants, l'Europe à 25 et le traité constitutionnel, sans aborder pour le moment d'autres débats politiques, on constate qu'il s'agit d'une conjonction unique dans sa forme et dans son ampleur, qui ne s'est jamais rencontrée au moment des élections directes au Parlement européen. Un des thèmes que je souhaite développer aujourd'hui et au cours de l'année à venir, dans le contexte de la plate-forme et de la stratégie de communication institutionnelle - la mienne, la nôtre - se résume à une question: les sixièmes élections directes de juin prochain ne pourraient-elles être, pour la première fois, les premières élections réellement européennes? Les élections européennes précédentes - vous en jugerez mieux que moi, étant experts en la matière - ont eu pour l'essentiel, à mon avis, des enjeux étrangers à l'Europe. Certes, des problèmes européens se posent, mais les élections sont aussi des tests de popularité à mi-parcours pour les gouvernements. C'est normal et nous n'y changerons rien, inutile de se faire des illusions. Les scrutins s'articulent sur l'intérêt des médias pour telle ou telle personnalité, laquelle monte et laquelle est en perte de vitesse etc., et c'est toujours comme cela. L'année prochaine, toutefois, d'autres éléments très importants entreront en jeu. À côté de tous les autres aspects qui interviennent dans un processus électoral, il faut faire entrer l'Europe et les problèmes européens dans les élections européennes et donner une dimension réellement européenne au débat.

Nous nous proposons de définir une nouvelle plate-forme à partir du mois de janvier de l'année prochaine. Pour la première fois, les partis politiques européens disposeront d'un statut officiel. En janvier 2004, je souhaite rencontrer dans les 25 pays les responsables des partis qui s'occupent des élections européennes. Je ne me soucie pas d'inviter à Bruxelles les présidents des partis pour une séance de photos et un repas agréable. Ceux que je veux rencontrer - je parle en connaissance de cause, ayant été secrétaire général d'un parti politique - ce sont ceux qui mettent les mains dans le cambouis, les gens de la base, qui doivent aller sur le terrain, élaborer les plans de la campagne et organiser celle-ci. Je voudrais les inviter à s'occuper aussi de l'Europe, à côté de toutes les choses qu'ils veulent faire, par exemple les tests gouvernementaux à mi-parcours et la promotion de telle ou telle personnalité politique. À faire une place à l'Europe, à élaborer une perspective propre à leur parti sur les thèmes européens. Cela enrichira l'éventail des choix politiques pour engager le débat européen.

Tel est le message que j'entends adresser à ces personnes, à l'effet de créer une tendance qui englobe l'Europe et ne se limite pas aux plates-formes traditionnelles. Je souhaite effectuer la même démarche, séparément, auprès des médias. À cet égard, il faut, je pense, tâcher de s'adresser à ceux qui assurent la planification des ressources et le quadrillage éditorial durant cette période. Il ne s'agit donc pas nécessairement du journaliste qui rédige un article. Il se peut qu'il ne s'agisse même pas de spécialistes de l'Europe - cela serait même préférable parce que les citoyens ne sont pas des spécialistes de l'Europe. Or ce sont eux qui participent aux élections.

Nous sommes prêts à jouer notre rôle, à nous donner du mal pour tenter de faire naître motivation et intérêt. L'enjeu ne réside pas dans la constitution ou dans les institutions prévues par le traité constitutionnel. Il y a des problèmes plus concrets à aborder. Le pacte de stabilité et de croissance: théorie ou pratique? Est-il un bien ou un mal? C'est là un vaste débat. Or, il n'est pas rare que l'on hésite à aborder les grands débats de ce type parce que l'on refuse de remettre certaines choses en question. Quand le débat politique a-t-il sapé un processus politique? Un tel débat fait de l'Europe une réalité. Les citoyens souhaitent savoir comment tel aspect se traduit dans la réalité. Il faut que le débat ait lieu quelles que soient les forces en présence, le fond du problème, sa logique et les polémiques. Faisons sortir quelque chose de cette plate-forme électorale, donnons corps à un nouveau parlement qui sera étroitement associé à la nomination de la

nouvelle Commission et traduira cette approche nouvelle dans l'avancée suivante des institutions.

Les autres problèmes sont très nombreux. La crise irakienne en Europe - je ne parle pas du problème de l'Irak mais des clivages que celui-ci a révélés en Europe. Ils concernent la nature de l'engagement de l'Europe, certaines conceptions de l'engagement atlantique et des théories multilatérales de remplacement. Comme pour la pacte de stabilité, il ne faut pas refuser le débat mais au contraire l'ouvrir. Si nous envisageons de nommer un ministre des affaires étrangères et d'élaborer une stratégie plus cohérente mais refusons d'examiner le problème des clivages, nous n'aborderons pas le cœur du problème, les questions essentielles auxquelles nous aurons peut-être à donner réponse à l'avenir dans nos rôles respectifs de Parlement, de Commission et de Conseil. J'apprécierais beaucoup conseils et aide, notamment à partir du travail dirigé par le professeur Sinnott et d'autres, sur la relation entre le citoyen et l'électeur. Dans le fruit de ces travaux pourraient être puisées des informations pratiques essentielles que nous pourrions utiliser pour développer notre stratégie.

Permettez-moi de vous raconter une anecdote. Ma première expérience électorale a été défavorable. J'étais candidat lors d'un scrutin local à Limerick, où j'habitais, en 1979. Je ne fus pas élu mais l'expérience fut très enrichissante, m'apprenant ce qu'il ne fallait pas faire et qui il fallait surveiller, pour la prochaine fois. Il s'agit là de leçons précieuses que l'on prend dans tous les domaines tout au long de la vie. Je me souviens d'avoir assisté un soir à une réunion préparatoire avant le début d'une campagne électorale. Un ministre se leva et fit un exposé de politique très savant, énumérant toutes les idées que le parti présenterait et défendrait. Un homme très âgé se leva et dit "Laissez tomber les discours politiques. Donnez-nous les munitions et nous les tirerons". C'est ce que je veux dire: si vous pouvez nous donner des balles, nous les tirerons, des munitions qui pourraient donner de l'impact à notre stratégie et la cibler, stratégie consistant à dire que la sixième élection directe doit être la première élection européenne. À mon avis, la tendance que l'on note en ce qui concerne la participation aux élections européennes n'est pas différente de celle que l'on observe en ce qui concerne la démocratie et la participation dans le monde occidental. Le cas du Parlement est peut-être particulier mais le mal est général. Il touche les citoyens et l'engagement vis-à-vis du processus démocratique. Il n'empêche que là où la participation est particulièrement faible, je voudrais savoir si quelque chose peut être fait. Je voudrais rappeler un fait un peu choquant: les personnes qui ont participé au vote lors de l'émission Big Brother de Channel 4 ont été plus nombreuses que celles qui ont participé aux dernières élections européennes au Royaume-Uni. Certes, on pouvait voter deux fois lors de l'émission parce qu'il n'y avait pas de contrôle, et les chiffres sont peut-être trompeurs, mais ils sont troublants. Que faire dans les cas où la participation est très faible? Des forces plus profondes sont-elles à l'œuvre? Une nostalgie post-impériale ou d'autres éléments qui, en dépit de tous nos efforts, demeurent impossibles à appréhender? Je souhaiterais savoir ce que vous en pensez.

Donnez-nous donc des munitions, donnez-nous des cibles et contribuez à l'élaboration de notre stratégie politique pour faire du scrutin de 2004 les premières élections européennes.